

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 11 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



THOMSON ANGERS

17 Boulevard Gaston Birgé - B.P.826
49000 ANGERS

Références : 2022-051_THOMSON ANGERS_INSP_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement THOMSON ANGERS implanté 17 Boulevard Gaston Birgé - B.P.826 49000 ANGERS. L'inspection a été annoncée le 20/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 05 avril 2018, il a été prescrit au liquidateur de la société THOMSON ANGERS :

- la mise en œuvre de mesures de mise en sécurité complémentaires (suite notamment aux constats réalisés sur site lors d'une visite de l'inspection des installations classées le 09 mai 2017),
- la production d'un plan de gestion complété et actualisé, et sa mise en œuvre sous 12 mois après sa validation par le préfet,
- la mise en place d'une surveillance trimestrielle des eaux souterraines avant et pendant les travaux, puis semestrielle après les travaux,
- l'élaboration d'un dossier de servitudes d'utilité publique à l'issue des travaux de remise en état.

Le liquidateur a communiqué, par courrier du 25 février 2020, un rapport d'Antéa Group du 16/09/2019 « complément au mémoire de cessation d'activité et mise à jour du plan de gestion ». Par courrier du 20 avril 2020, le préfet a validé le plan de gestion actualisé, et a rappelé les prescriptions fixées dans l'arrêté du 05 avril 2018, notamment le fait que les travaux de remise en état étaient à réaliser dans un délai de 12 mois suivant cette validation du plan de gestion (soit avant fin avril 2021).

Lors d'une visite réalisée le 06 mai 2021 sur le site THOMSON, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun travaux de remise en état n'avait été engagé, alors que le délai d'un an pour leur mise en œuvre, suivant la validation du plan de gestion actualisé, était dépassé. Un arrêté préfectoral, mettant en demeure le liquidateur de réaliser les travaux de remise en état dans un délai de 6 mois, a été pris le 07 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOMSON ANGERS
- 17 Boulevard Gaston Birgé - B.P.826 49000 ANGERS
- Code AIOT dans GUN : 0006301569

La société THOMSON ANGERS, filiale du groupe TECHNICOLOR, exploitait un établissement de fabrication de téléviseurs et de rétroprojecteurs, situé boulevard Gaston Birgé à Angers, sous couvert, en dernier lieu, d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 1^{er} octobre 2004. La société THOMSON ANGERS a été placée en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce de Nanterre le 11 octobre 2012. Maître LEGRAS de GRANDCOURT a été désigné liquidateur judiciaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Travaux de remise en état	AP de Mise en Demeure du 07/07/2021, article 1	/	Consignation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des terres et déblais impactés	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 5.4 - 5e alinéa	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 9.1 à 9.3	/	
Réseau de piézomètres	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 9.1 dernier alinéa	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun travaux de remise en état n'a été engagé, alors que le délai de 6 mois fixé dans la mise en demeure du 07/07/2021 est échu.

La mise en demeure du 07/07/2021 n'étant pas respectée, l'inspection des installations classées propose d'engager, à l'encontre du liquidateur, la procédure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, pour la somme correspondant aux opérations de remise en état prévues dans le plan de gestion validé, à savoir 720 000 € HT, soit 864 000 € TTC.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2021, article 1

Prescription contrôlée :

AP de mise en demeure du 07/07/2021 – article 1 :

« Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, domicilié 31, avenue de la Fontaine de Rolle – CS 7001-92022 NANTERRE CEDEX, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, en faisant procéder aux travaux de réhabilitation de l'ensemble du site, dans les conditions fixées aux articles 5.1 à 5.4 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 5.5-1er alinéa de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, le préfet sera tenu informé, au moins 15 jours avant la date prévue, du début des travaux sur le site. Conformément aux dispositions de l'article 5.6-1er alinéa de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, le préfet sera tenu informé de la fin des travaux dans les 15 jours suivants l'arrêt des travaux. »

AP du 05/04/2018 - articles 5.1 à 5.6 :

Prescriptions minimales à respecter pour les travaux de remise en état (nature des travaux, objectifs de réhabilitation, traçabilité des opérations d'élimination des matériaux hors site, nuisances et risques liés aux travaux)

« Les travaux de réhabilitation de l'ensemble du site sont réalisés conformément aux dispositions décrites dans le plan de gestion actualisé, après validation du préfet, sous réserve des prescriptions ci-après. »

« Le préfet est tenu informé, au moins 15 jours avant la date prévue, du début des travaux sur site. Les travaux de réhabilitation de l'ensemble du site sont réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la validation par le préfet du plan de gestion actualisé visé à l'article 4. [...] »

« Le préfet est tenu informé de la fin des travaux dans les 15 jours suivants l'arrêt des travaux. [...] »

Constats :

Suite de la visite du 06/05/2021 : pour rappel, en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/02/2019, le plan de gestion actualisé, exigé à l'article 4 de l'AP du 05/04/2018, a été transmis par le liquidateur le 25/02/2020 (actualisation datant de septembre 2019). Le plan de gestion ainsi actualisé a été validé par courrier du préfet du 20/04/2020.

Lors de la visite sur site du 06/05/2021, il a été constaté qu'aucune opération de remise en état n'avait été réalisée, ni même engagée, alors que le délai d'un an pour la réalisation des travaux de réhabilitation (un an suivant validation du plan de gestion actualisé) était dépassé. Le liquidateur a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 07/07/2021, de procéder sous 6 mois, à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, aux travaux de réhabilitation prévus dans le plan de gestion actualisé, dans les conditions fixées aux articles 5.1 à 5.4 de l'AP du 05/04/2018.

L'arrêté de mise en demeure a été notifié au liquidateur le 09/07/2021. À la date de la nouvelle visite sur site du 31/01/2022, le délai de 6 mois est donc dépassé. Aucune information de début de travaux ou de fin de travaux n'a été communiquée au préfet à ce jour.

Sur site, il a été constaté qu'aucune opération de remise en état n'a été engagée.

→ L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/07/2021 n'étant pas respecté, l'inspection des installations classées propose d'engager, à l'encontre du liquidateur, la procédure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, pour la somme correspondant aux opérations de remise en état prévues dans le plan de gestion validé.

Au vu du bilan coûts-avantages, le plan de gestion actualisé en septembre 2019 a conclu que la technique de traitement des sols impactés par excavation s'avère la solution à privilégier (par rapport à la technique de désorption thermique). Le coût de cette solution a été évalué entre 577 000 et 720 000 euros HT, comprenant :

- ouvrages de soutènement : 235 000 à 250 000 euros HT ;
- préparation de chantier, terrassement, purge des sols, remblaiement et remise en état des couvertures de sols : 155 000 euros HT ;
- évacuation et traitement des matériaux (béton, enrobés) impactés hors site, traitement des sols contaminés hors site et sur site : 112 000 à 209 000 euros HT ;
- maîtrise d'œuvre et de gestion de la sécurité : entre 115 000 et 145 000 euros HT.

[...]

[...]

Pour les opérations de soutènement, la fourchette de prix (235 000 à 250 000 euros HT) s'explique par les deux solutions proposées : terrassement ou non des sols situés sous les fondations des poteaux. La solution permettant de purger les sols pollués sous les poteaux, supprimant ainsi de façon plus complète les sources de pollutions concentrées qui contribuent encore à polluer la nappe, est apparu techniquement faisable et économiquement acceptable, puisque le surcoût ne représenterait que 15 000 euros HT, soit seulement 2 à 2,6 % du montant total estimé des opérations. Aussi, par courrier du 20/04/2020 validant le plan de gestion, le préfet a demandé de mettre en œuvre les travaux qui permettent de retirer toutes les terres fortement polluées, y compris celles situées sous les fondations des poteaux.

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution des prix depuis l'estimation de ces montants et des aléas courants sur ce type de travaux, il est proposé de retenir les fourchettes hautes des coûts qui sont mentionnés dans le plan de gestion actualisé.

Le montant de consignation retenu est donc de 720 000 euros HT, soit 864 000 euros TTC.

Un projet d'arrêté préfectoral de consignation est joint en annexe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 9.1 à 9.3

Prescription contrôlée :

Surveillance à réaliser de façon trimestrielle avant et pendant la phase travaux (analyses à réaliser précisées à l'art. 9.2 et ouvrages à suivre à l'art. 9.1).

Transmission à une fréquence semestrielle des résultats de la surveillance pendant toute la période où les campagnes de prélèvements s'effectuent trimestriellement.

Les bilans sont transmis dans les trois mois suivants la dernière campagne de surveillance intégrée au bilan.

Constats :

Suite de la visite du 06/05/2021 : pour rappel, la surveillance était bien réalisée trimestriellement, mais les rapports n'avaient pas été transmis dans le délai prévu à l'art. 9.3 de l'AP du 05/04/2018. Le rapport présentant les résultats des campagnes du second semestre 2020 avait toutefois été transmis à l'inspection immédiatement après la visite. Il était demandé au liquidateur de veiller à respecter le délai de transmission des rapports de surveillance. La prochaine campagne de surveillance était prévue en juin 2021, le bilan du 1er semestre 2021 (campagnes de février+juin) devait donc être transmis au plus tard fin septembre 2021.

Le bilan du 1er semestre 2021 n'a pas été transmis avant fin septembre 2021. Il a toutefois été communiqué à l'inspection le jour de la nouvelle visite du 31/01/2022. Le liquidateur est donc à jour des transmissions des bilans de surveillance.

Il ressort de ce rapport que la campagne du 1er trimestre 2021 a été réalisée les 1er et 02 mars 2021, et celle du 2e trimestre 2021 les 31 mai, 1er et 02 juin 2021.

Selon les informations fournies par le bureau d'études en charge de la surveillance des eaux souterraines, les campagnes du second semestre 2021 ont été réalisées :

- pour le 3e trimestre 2021 : les 23-27/09/2021 ;
- pour le 4e trimestre : les 6-8/12/2021.

Le rapport présentant le bilan du 2e semestre 2021 devra donc être transmis au plus tard fin mars 2022.

Observations : Les bilans transmis à ce jour indiquent que le bureau d'études a été mandaté pour la réalisation de 12 campagnes de surveillance sur 23 piézomètres. 12 campagnes ont d'ores et déjà été réalisées (surveillance trimestrielle en 2019, 2020 et 2021).

Il est rappelé au liquidateur que la surveillance des eaux souterraines doit se poursuivre à fréquence trimestrielle. Il lui appartient donc de s'assurer que la prochaine campagne soit bien réalisée au premier trimestre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réseau de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 9.1 dernier alinéa
Prescription contrôlée : « L'exploitant s'assure de la bonne conservation des piézomètres en place. En particulier, les forages sont protégés des agressions extérieures et des risques de pollutions accidentelles. Les têtes de puits sont systématiquement munies d'un couvercle étanche maintenu fermé à clé, sauf celles au ras du sol équipées d'une bouche étanche. »
Constats : Suite de la visite du 06/05/2021 : pour rappel, il était constaté que l'enrobé autour de Pz5 était fissuré et le béton en partie arraché (détérioration a priori liée aux passages de camions venant encore régulièrement évacuer les derniers matériels présents dans le hall 1). Il n'avait pas été possible de distinguer quel ouvrage correspondait au Pz9 (ce piézomètre et un piézair sont situés à proximité immédiate et disposent de têtes similaires). L'un des deux ouvrages (piézair ou piézomètre) présentait un béton périphérique détérioré. Il était demandé de s'assurer et de justifier que les forages restaient protégés des agressions extérieures et des risques de pollutions accidentelles, ou de prendre les mesures correctives ad hoc (en particulier, remise en état du Pz5 et mise en place d'une signalisation pour empêcher toute circulation sur cet ouvrage, remise en état du Pz9 le cas échéant (si l'ouvrage détérioré correspond bien au Pz9)). Selon le rapport présentant le bilan de surveillance du premier semestre 2021 transmis le jour de la visite du 31/01/2022, le ciment scellant la tête des piézomètres Pz5 et Pz9 a été refait lors de la campagne de surveillance des eaux souterraines de juin 2021. Lors de la visite sur site le 31/01/2022, il a effectivement été constaté le bon état du béton périphérique récemment refait pour les piézomètres Pz5 et pz9. Un plot béton a par ailleurs été mis en place au niveau du Pz5 pour éviter toute circulation sur l'ouvrage.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion des terres et déblais impactés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 5.4 - 5e alinéa
Prescription contrôlée : « Les matériaux et terres impactés qui sont excavés doivent être triés par catégorie de façon à éviter le mélange avec des matériaux propres. Des aires de tri et de stockage des terres et matériaux impactés doivent être créées. Ces aires sont implantées sur une surface étanche, en rétention et permettant de recueillir et traiter les eaux météoriques et les éventuels lixiviats conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les terres stockées sont couvertes d'une géomembrane imperméable afin de limiter les infiltrations d'eaux pluviales et la volatilisation des polluants. Le stockage sur site des terres issues du chantier ne doit pas excéder trois mois à compter de leur excavation pour les terres qui ont vocation à être traitées hors site. »
Constats : Suite de la visite du 06/05/2021 : pour rappel, il était constaté la présence de déblais de forage (cuttings) toujours stockés sur le site dans des big-bags, situés à l'abri, au niveau du hall couvert entre le hall 2 et le hall 3, ainsi que dans le hall 1. Le bureau d'études présent lors de la visite avait précisé que ces cuttings avaient vocation à être gérés en même temps que les terres polluées, lors des travaux de remise en état. Il était demandé de justifier que ces cuttings seraient bien gérés dans le cadre des travaux de remise en état (évacuation et traitement dans une filière adaptée). Aucune réponse n'a été apportée sur ce point. Lors de la visite, il a été constaté que les déblais de forages sont présents : - au niveau du hall couvert entre le hall 2 et le hall 3 : big-bags pour certains ouverts et soumis au vent (mais à l'abri de la pluie), - dans le hall 1 (big-bags à l'abri des intempéries), - dans le hall 2. Dans ce hall, plusieurs big-bags sont disséminés, certains en mauvais état (big-bags ouverts, renversés), et certains sont soumis aux eaux pluviales de toiture qui pénètrent dans le bâtiment qui n'est plus étanche. Lors de la visite, le liquidateur a indiqué qu'il ferait procéder à l'enlèvement de ces déchets. → Il est demandé de faire procéder à l'enlèvement, pour un traitement en filière spécifique, de l'ensemble des déblais de forage présents sur le site sans attendre les travaux de remise en état. Il sera justifié de la gestion de ces déchets par la fourniture des bordereaux de suivi de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites